

Arrêtés ministériels

A.M., 2021

Arrêté numéro 2021-02 du ministre de l'Économie et de l'Innovation en date du 15 octobre 2021

Loi sur les coopératives
(chapitre C-67.2)

CONCERNANT la forme et les modalités de transmission des documents qui doivent être produits au ministre de l'Économie et de l'Innovation ainsi que les modalités de signature et le moment à compter duquel est considéré reçu un document technologique

VU QUE les articles 11 à 13 de la Loi sur les coopératives (chapitre C-67.2) prévoient qu'aux fins de la constitution de la coopérative, la requête, les statuts ainsi que les documents les accompagnant et, le cas échéant, les documents ou renseignements supplémentaires que le ministre de l'Économie et de l'Innovation exige, lui sont transmis;

VU QUE les articles 120 et 121 de la Loi sur les coopératives prévoient qu'aux fins de la modification des statuts de la coopérative, la requête, les statuts de modification ainsi que les documents les accompagnant et, le cas échéant, les documents ou renseignements supplémentaires que le ministre de l'Économie et de l'Innovation exige, lui sont transmis;

VU QUE les articles 121.3 et 121.4 de la Loi sur les coopératives prévoient qu'aux fins de la correction des statuts de la coopérative, la demande de correction, les statuts corrigés ainsi que les documents les accompagnant et, le cas échéant, les documents ou renseignements supplémentaires que le ministre de l'Économie et de l'Innovation exige, lui sont transmis;

VU QUE l'article 134 de la Loi sur les coopératives prévoit notamment que, dans les 30 jours qui suivent l'assemblée annuelle, le conseil d'administration transmet une copie du rapport annuel au ministre de l'Économie et de l'Innovation;

VU QUE les articles 161, 162, 175 et 176.2 de la Loi sur les coopératives prévoient que la requête, les statuts de fusion ainsi que les documents les accompagnant et, le cas échéant, les documents ou renseignements supplémentaires que le ministre de l'Économie et de l'Innovation exige, lui sont transmis;

VU QUE les articles 161, 162 et 171 de la Loi sur les coopératives prévoient que la requête, les statuts d'absorption ainsi que les documents les accompagnant et, le cas échéant, les documents ou renseignements supplémentaires que le ministre de l'Économie et de l'Innovation exige, lui sont transmis;

VU QUE les articles 177 et 179 de la Loi sur les coopératives prévoient que l'inspecteur nommé par le ministre de l'Économie et de l'Innovation lui rend compte;

VU QUE l'article 181.1 de la Loi sur les coopératives prévoit qu'un avis de la résolution adoptée par les membres de la coopérative pour la liquidation et la dissolution de la coopérative doit être transmis au ministre de l'Économie et de l'Innovation;

VU QUE les articles 182 de la Loi sur les coopératives et 17 de la Loi sur la liquidation des compagnies (chapitre L-4) prévoient que le rapport du ou des liquidateurs de la tenue d'une assemblée générale de la coopérative prévue à l'article 16 de cette loi, de l'approbation par cette assemblée, et de l'état démontrant la manière dont la liquidation a été conduite est transmise au ministre de l'Économie et de l'Innovation;

VU QUE les articles 182 de la Loi sur les coopératives et 18 de la Loi sur la liquidation des compagnies prévoient que l'avis de la résolution prévue à cette disposition et de son approbation sont transmis en double exemplaire au ministre de l'Économie et de l'Innovation;

VU QUE l'article 184 de la Loi sur les coopératives prévoit que le liquidateur doit transmettre sur demande du ministre, dans le délai et pour la période que celui-ci détermine, un rapport sommaire de ses activités ou tout document ou renseignement qu'il requiert concernant le déroulement de la liquidation;

VU QUE l'article 185.3 de la Loi sur les coopératives prévoit qu'un avis de la résolution prévue à cette disposition ainsi qu'un rapport démontrant comment les administrateurs ont disposé des éléments d'actif de la coopérative doivent être transmis au ministre de l'Économie et de l'Innovation;

VU QUE l'article 185.5 de la Loi sur les coopératives prévoit que lorsqu'à l'examen du rapport annuel d'une coopérative, le ministre de l'Économie et de l'Innovation

constate que celle-ci est en défaut de respecter les exigences de la loi, il peut alors exiger la production par le conseil d'administration, dans les délais qu'il détermine, d'un plan de redressement coopératif conforme à ses recommandations et d'un rapport sur la mise en œuvre de ce plan;

VU QUE l'article 227 de la Loi sur les coopératives prévoit que le titre I de cette loi s'applique aux fédérations, compte tenu des adaptations nécessaires, sauf les dispositions incompatibles avec celles du titre III;

VU QUE l'article 230.1 de la Loi sur les coopératives prévoit qu'aux fins de la constitution d'une fédération, la requête et les statuts doivent être accompagnés, en outre des documents prévus à l'article 12 de cette loi, d'une attestation de chacune des coopératives fondatrices établissant que la coopérative a satisfait aux exigences de l'article 229 et qu'elle a désigné un administrateur autorisé à signer la requête en son nom;

VU QUE l'article 243 de la Loi sur les coopératives prévoit que les titres I et III s'appliquent aux confédérations compte tenu des adaptations nécessaires;

VU QUE l'article 257 de la Loi sur les coopératives prévoit que la coopérative, pour continuer son existence en société régie par la Loi sur les sociétés par actions ou en personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies, soumet au ministre de l'Économie et de l'Innovation, un projet de continuation qui doit être approuvé par lui;

VU QUE les articles 265.2 et 266 de la Loi sur les coopératives prévoient qu'aux fins de la continuation d'une société régie par la Loi sur les sociétés par actions (chapitre S-31.1), la requête, les statuts de continuation ainsi que les documents les accompagnant et, le cas échéant, les autres documents ou renseignements que le ministre de l'Économie et de l'Innovation indique, lui sont transmis;

VU QUE les articles 265.2, 266 et 269.1 de la Loi sur les coopératives prévoient qu'aux fins de la continuation d'une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) en coopérative, la requête, les statuts de continuation ainsi que les documents les accompagnant et, le cas échéant, les autres documents ou renseignements que le ministre de l'Économie et de l'Innovation indique, lui sont transmis;

VU QUE l'article 269.3 de la Loi sur les coopératives prévoit que le ministre de l'Économie et de l'Innovation détermine la forme et les modalités de transmission des documents qui doivent lui être produits en fonction du support ou de la technologie utilisée;

VU QUE l'article 269.9 de la Loi sur les coopératives prévoit que le ministre de l'Économie et de l'Innovation détermine les modalités de signature des documents technologiques au sens de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information (chapitre C-1.1) devant lui être produits, y compris ce qui peut en tenir lieu;

VU QUE l'article 269.11 de la Loi sur les coopératives prévoit que le ministre de l'Économie et de l'Innovation établit, en fonction du support et du mode de transmission utilisés, le moment à compter duquel est considéré reçu un document technologique;

EN CONSÉQUENCE, le ministre de l'Économie et de l'Innovation détermine ce qui suit :

Tous les documents qui doivent être produits au ministre de l'Économie et de l'Innovation sont rédigés sous forme manuscrite et intelligible;

À compter du 30^e jour suivant la signature du présent arrêté, les renseignements requis en vertu des dispositions de la Loi sur les coopératives sont produits au ministre de l'Économie et de l'Innovation sous la forme des modèles de formulaires qui y correspondent, le cas échéant, lesquels sont substantiellement conformes aux modèles de formulaires joints au présent arrêté ministériel et disponibles sur le site Internet du ministère de l'Économie et de l'Innovation;

À compter du 30^e jour suivant la signature du présent arrêté, lorsqu'il est sur support technologique, le rapport annuel qui doit être produit au ministre de l'Économie et de l'Innovation en vertu de l'article 134 de la Loi sur les coopératives doit être en format PDF. Il peut être accompagné du formulaire « Informations statistiques et administratives – Rapport annuel », lequel est substantiellement conforme au formulaire joint au présent arrêté et disponible sur le site Internet du ministère de l'Économie et de l'Innovation ou au moyen de la prestation électronique de services sécurisés offerte par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et accessible sur son site Internet;

Les modalités de transmission des documents sur support papier produits au ministre de l'Économie et de l'Innovation sont : en mains propres, par la poste ou par télécopieur;

À compter du 30^e jour suivant la signature du présent arrêté, les modalités de transmission du rapport annuel sur support technologique produit au ministère de l'Économie et de l'Innovation sont : par courriel à l'adresse indiquée sur le site Internet du ministère de l'Économie et de l'Innovation ou à l'aide de la prestation de services sécurisés offerte par celui-ci et accessible sur son site Internet;

Les modalités de signature d'un document technologique sont : tout procédé qui permet de satisfaire aux exigences de l'article 2827 du Code civil;

Lorsque le rapport annuel est transmis à l'aide de la prestation électronique de services sécurisés offerte par le ministère de l'Économie et de l'Innovation, l'expéditeur doit confirmer la véracité du contenu des documents qu'il transmet. La signature tapuscrite de l'expéditeur est alors apposée à la déclaration lorsque ce dernier appuie sur le bouton permettant la transmission des documents;

Un document technologique est considéré reçu à la date et l'heure indiquée dans l'accusé de réception transmis à l'expéditeur, selon le cas, à l'adresse courriel utilisée lors de la transmission du rapport annuel ou à l'adresse courriel inscrite dans le dossier client (Clientis) de la coopérative, de la fédération ou de la confédération détenu par la Direction de l'entrepreneuriat collectif du ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Québec, le 15 octobre 2021

Le ministre de l'Économie et de l'Innovation,
PIERRE FITZGIBBON

Fondateurs		
Personne physique		
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille	
<input type="radio"/> M ^{me}		
Adresse du domicile		
Municipalité	Province	Code postal
Sociétés (en nom collectif, en commandite, en participation)		
Société		
Nom de la société		
Adresse du domicile de la société		
Municipalité	Province	Code postal
Membre de la société		
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille	
<input type="radio"/> M ^{me}		
Adresse du domicile		
Municipalité	Province	Code postal
Personnes morales (coopératives, sociétés par actions, organismes à but non lucratif)		
Personne morale		
Nom de la personne morale		
Adresse du domicile de la personne morale		
Municipalité	Province	Code postal
Régie par :		
<input type="radio"/> Partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)		
<input type="radio"/> Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2)		
<input type="radio"/> Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)		
<input type="radio"/> Autres		



Formulaire 2.1

Avis du nom et du domicile du secrétaire provisoire et du domicile
de la coopérative devant accompagner les statuts
de constitution d'une coopérative

Avis du nom et du domicile du secrétaire provisoire et du domicile de la coopérative		
Avis est donné au ministre :		
1° que la personne désignée pour agir comme secrétaire provisoire est		
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille	
<input type="radio"/> M ^{me}		
Adresse du domicile		
Municipalité	Province	Code postal
2° que la coopérative dont la constitution est demandée est domiciliée au		
Adresse du domicile		
Municipalité	Province	Code postal

Fondateurs	
Personne physique	
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille
<input type="radio"/> M ^{me}	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Signature Date (AAAA MM JJ) </div>	
Sociétés (en nom collectif, en commandite, en participation)	
Société	
Nom de la société	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Prénom et nom de famille du signataire autorisé Date (AAAA MM JJ) </div>	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Signature Date (AAAA MM JJ) </div>	
Personnes morales (coopératives, sociétés par actions, organismes à but non lucratif)	
Personne morale	
Nom de la personne morale	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Prénom et nom de famille du signataire autorisé Date (AAAA MM JJ) </div>	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Signature Date (AAAA MM JJ) </div>	

**Formulaire 2.2**

Avis du mode et du délai de convocation de l'assemblée d'organisation
devant accompagner les statuts de constitution d'une coopérative

Avis du mode et du délai de convocation de l'assemblée d'organisation

Avis est donné au ministre que le mode et le délai de convocation de l'assemblée d'organisation de la coopérative dont la constitution est demandée sont les suivants :

- mode : _____
(un seul mode)

- délai : _____
(nombre de jours entre l'avis de convocation et la tenue de l'assemblée)

Fondateurs	
Personne physique	
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille
<input type="radio"/> M ^{me}	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Signature Date (AAAA MM JJ) </div>	
Sociétés (en nom collectif, en commandite, en participation)	
Société	
Nom de la société	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Prénom et nom de famille du signataire autorisé Date (AAAA MM JJ) </div>	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Signature Date (AAAA MM JJ) </div>	
Personnes morales (coopératives, sociétés par actions, organismes à but non lucratif)	
Personne morale	
Nom de la personne morale	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Prénom et nom de famille du signataire autorisé Date (AAAA MM JJ) </div>	
<hr/> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> Signature Date (AAAA MM JJ) </div>	

Formulaire 3

Description du projet de coopérative

Ce formulaire doit accompagner les formulaires 1, *Statuts de constitution d'une coopérative*, et 2, *Requête et avis devant accompagner les statuts de constitution d'une coopérative*.

Renseignements sur la coopérative et le projet	
1. Nom de la coopérative	
2. Catégorie de coopérative	<p><input type="radio"/> Coopérative de consommateurs</p> <p><input type="radio"/> Coopérative de producteurs (Regroupe des personnes morales, des sociétés, des travailleurs autonomes ou des personnes physiques qui touchent un revenu de profession ou d'entreprise.)</p> <p><input type="radio"/> Coopérative de travail</p> <p><input type="radio"/> Coopérative de travailleurs actionnaire (Regroupe des employés d'une société par actions et acquiert un bloc d'actions de cette société.)</p> <p><input type="radio"/> Coopérative de solidarité (Regroupe au moins deux catégories de membres parmi les suivantes : utilisateurs, travailleurs et membres de soutien. Cependant, les utilisateurs des biens et des services de la coopérative ou les travailleurs doivent constituer la majorité des membres fondateurs signataires des statuts de constitution de la coopérative.)</p>
3. Description du projet (s'il y a lieu, joignez les documents suivants : plan d'affaires, étude de faisabilité, annexes, etc.)	
a) Bref historique du projet	
b) Besoins économiques, sociaux ou culturels communs des membres que la coopérative peut satisfaire (lien d'usage)	

c) Activités économiques de l'entreprise coopérative
d) Marchés potentiels envisagés

4. Coût du projet et sources de financement	
a) Coût global du projet	\$
b) Participation financière des membres au départ	\$
c) Autres sources de financement	
Investissement Québec	\$
Institutions financières	\$
Autres (précisez)	\$
Autres (précisez)	\$
Autres (précisez)	\$
Autres (précisez)	\$
5. Propriétaires, actionnaires ou associés d'une entreprise	
Parmi les promoteurs et les fondateurs du projet de coopérative, indiquez, le cas échéant, le nom des personnes physiques ou morales qui sont propriétaires, actionnaires ou associées d'une entreprise dont une partie ou la totalité des actifs, des actions ou des parts sera cédée à la coopérative	
Personne physique ou morale	
Nom	
6. Coopérative de travailleurs actionnaire	
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	
Nom de la société par actions	
Pourcentage d'actions avec droit de vote et participatives que détiendra la coopérative dans la société	%
Coût d'acquisition de ces actions	\$
Coût d'acquisition par la coopérative de l'ensemble des actions qu'elle détient dans la société	\$
Nombre de postes d'administrateurs que la coopérative occupera au sein du conseil d'administration de la société par actions	
Pourcentage des droits de vote dans la société par actions	%
Le nom des autres actionnaires de la société	
Y aura-t-il une convention écrite entre les actionnaires de la société?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Y a-t-il des membres fondateurs qui ne sont pas des employés salariés de la société?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Y a-t-il des fondateurs de la coopérative qui sont individuellement actionnaires de la société?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	

7. Coopérative de solidarité	
Le nombre de fondateurs signataires des statuts pour la catégorie de membres - Utilisateurs*	
Le nombre de fondateurs signataires des statuts pour la catégorie de membres - Travailleurs	
Le nombre de fondateurs signataires des statuts pour la catégorie de membres - Soutien	
* Les membres utilisateurs des biens et des services de la coopérative sont membres fondateurs à titre de :	
<input type="checkbox"/> producteurs ¹ <input type="checkbox"/> consommateurs	
Note 1 : Une coopérative de producteurs regroupe des personnes morales, des sociétés, des travailleurs autonomes ou des personnes physiques qui touchent un revenu de profession ou d'entreprise.	
8. Pourquoi avez-vous choisi la formule coopérative?	
9. Y a-t-il des organismes qui appuient votre projet?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
10. Les membres fondateurs ont-ils reçu de la formation coopérative?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
11. Affiliation	
Avez-vous l'intention d'adhérer à la fédération qui regroupe, le cas échéant, les coopératives de votre secteur d'activité?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Attestation	
J'atteste que tous les membres fondateurs ont des besoins économiques, sociaux ou culturels communs et qu'ils ont la capacité effective d'être des usagers des services de la coopérative dans les domaines cités en objet des statuts de constitution.	
_____ Signature du secrétaire provisoire	_____ Date (AAAA MM JJ)

Autorisation

J'autorise le ministère de l'Économie et de l'Innovation à transmettre une copie du présent document au Conseil québécois de la coopération et de la mutualité et je renonce ainsi à l'avis prévu aux articles 25 et 49 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

Prénom et nom de famille d'un membre fondateur dûment autorisé

Signature

Date (AAAA MM JJ)

Signature du mandataire (CDRQ, CDR, GRT, consultant ou autre mandataire)

Date (AAAA MM JJ)

Secrétaire provisoire

M Prénom et nom de famille

M^{me}

Adresse du domicile

Municipalité

Province

Code postal

Téléphone

Poste

Courriel

Personne agissant comme mandataire, le cas échéant

M Prénom et nom de famille

M^{me}

Organisme

Adresse du domicile de l'organisme

Municipalité

Province

Code postal

Téléphone

Poste

Courriel

Formulaire 5

Résolution autorisant une personne morale à être fondatrice d'une coopérative

Résolution

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL d'une réunion des administrateurs de

(nom de la personne morale)

tenue à

(lieu)

le .
Date (AAAA MM JJ)

Il est résolu que

(nom de la personne morale)

soit fondatrice de

(nom de la coopérative en formation)

et que

(Prénom et nom de famille)

soit la personne autorisée à signer la requête demandant la constitution de cette coopérative.

Certification

Copie conforme d'une résolution de

(nom de la personne morale)

dûment adoptée par son conseil d'administration lors d'une réunion régulièrement tenue le .
Date (AAAA MM JJ)

Signé à

Lieu

Prénom et nom de famille du secrétaire

Signature
Date (AAAA MM JJ)

Requête

Considérant que

(nom de la coopérative, de la fédération ou de la confédération)

est régie par la Loi sur les coopératives et qu'elle a adopté un règlement modifiant ses statuts selon ce qui apparaît dans les statuts de modification.

Je soussigné, administrateur dûment autorisé par ce règlement, demande au ministre d'accepter la modification.

Prénom et nom de famille du signataire autorisé

Signature

_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____|_____|
Date (AAAA MM JJ)

Formulaire 7.1

Attestation devant accompagner les statuts de modification

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la coopérative, de la fédération ou de la confédération)

atteste qu'à une assemblée générale régulièrement convoquée et tenue le , un règlement modifiant les statuts
Date (AAAA MM JJ)

selon ce qui apparaît sur les statuts de modification et autorisant

(Prénom et nom de famille)

, administrateur, à signer la requête demandant la modification des statuts, a été valablement adopté conformément aux dispositions de l'article 119 de la Loi.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature
Date (AAAA MM JJ)

* Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la modification des statuts de la coopérative, de la fédération ou de la confédération ne peut être celle qui signe la présente attestation.

<hr/>											
(nom de la coopérative ou fédération fusionnante)											
<hr/>											
Prénom et nom de famille du signataire autorisé											
<hr/>											
Signature	<table border="1"><tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr></table> Date (AAAA MM JJ)										

**Formulaire 9.1**

Avis du domicile de la coopérative devant accompagner
les statuts de fusion ordinaire

Avis du domicile de la coopérative		
Avis est donné au ministre que la coopérative ou fédération qui sera issue de la fusion sera domiciliée à l'adresse suivante :		
Adresse		
Municipalité	Province	Code postal

**Formulaire 10**

Attestation d'un administrateur d'une coopérative ou d'une fédération fusionnante devant accompagner la requête et les statuts de fusion ordinaire

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la coopérative ou de la fédération fusionnante)

atteste que les règlements visés à l'article 156 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) ont été valablement adoptés à une assemblée extraordinaire régulièrement convoquée et tenue par le conseil d'administration le et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête demandant la fusion.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la fusion ne peut être celle qui signe la présente attestation.

Formulaire 12

Statuts de fusion par absorption
d'une coopérative ou d'une fédération

Statuts											
1. Nom de la coopérative ou de la fédération absorbante											
2. Objet											
3. Indiquer, le cas échéant, si la coopérative est régie par la section I du chapitre I du titre II de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2)											
<input type="radio"/> Oui	<input type="radio"/> Sans objet										
4. Territoire de recrutement des membres (dans le cas d'une fédération)											
5. Autres dispositions											
6. Date de la fusion											
<input type="radio"/> Date de la signature par le ministre	<input type="radio"/> Date de prise d'effet										
Réservé au Ministère											
Coopérative issue d'une fusion											
Prénom et nom de famille du directeur autorisé											
_____	<table border="1"><tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr></table>										
Signature	Date (AAAA MM JJ)										

(nom de la coopérative ou fédération absorbée)

Prénom et nom de famille de l'administrateur autorisé

Signature

Date (AAAA MM JJ)

(nom de la coopérative ou fédération absorbée)

Prénom et nom de famille de l'administrateur autorisé

Signature

Date (AAAA MM JJ)

(nom de la coopérative ou fédération absorbée)

Prénom et nom de famille de l'administrateur autorisé

Signature

Date (AAAA MM JJ)

**Formulaire 13.1**

Avis du domicile de la coopérative devant accompagner les statuts
de fusion par absorption d'une coopérative ou d'une fédération

Avis du domicile de la coopérative		
Avis est donné au ministre que la coopérative ou fédération absorbante sera domiciliée à l'adresse suivante :		
Adresse		
Municipalité	Province	Code postal

**Formulaire 14**

Attestation d'un administrateur d'une coopérative ou d'une fédération absorbée par fusion devant accompagner la requête et les statuts de fusion par absorption

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la coopérative ou fédération absorbée)

atteste que le règlement visé à l'article 166 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) a été validement adopté à une assemblée extraordinaire régulièrement convoquée et tenue par le conseil d'administration le et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête à signer la requête demandant la fusion.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la fusion ne peut être celle qui signe la présente attestation.

Attestation d'un administrateur d'une coopérative ou d'une fédération absorbante devant accompagner la requête et les statuts de fusion par absorption

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la coopérative ou de la fédération absorbante)

atteste que la résolution visée à l'article 168 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) a été valablement adoptée à une réunion

du conseil d'administration régulièrement convoquée et tenue le et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête demandant la fusion.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la fusion ne peut être celle qui signe la présente attestation.

Formulaire 16

Attestation du vérificateur devant accompagner
la requête et les statuts de fusion par absorption

Attestation
<p>Je soussigné, vérificateur de</p> <p style="text-align: center;">(nom de la coopérative ou fédération absorbante)</p> <p>, ai examiné le bilan pro forma résultant de la consolidation des bilans de</p> <p style="text-align: center;">(nom de la coopérative ou fédération absorbante)</p> <p>et de</p>
Nom de la coopérative ou fédération absorbée
Nom de la coopérative ou fédération absorbée
Nom de la coopérative ou fédération absorbée
<p>et selon ce bilan :</p> <p>1° il n'y a pas lieu de croire que la coopérative ou fédération absorbante ne pourra acquitter son passif à échéance à la suite de cette fusion par absorption;</p> <p>2° la valeur comptable de l'actif de la coopérative ou fédération absorbante, à la suite de cette fusion :</p> <p><input type="radio"/> n'est pas inférieure au total de son passif et des sommes représentant la valeur de son capital social payé;</p> <p><input type="radio"/> est inférieure au total de son passif et des sommes représentant la valeur de son capital social payé, et tous les créanciers ont consenti à la fusion.</p> <p style="text-align: center;">Prénom et nom de famille du signataire</p> <hr/> <p style="text-align: center;">Signature</p>
<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100px; display: inline-block;"></div> Date (AAAA MM JJ)



Formulaire 17

Statuts de fusion entre une coopérative et une société régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

Statuts
1. Nom de la coopérative fusionnante
2. Objet
3. Indiquer, le cas échéant, si la coopérative choisit d'être régie par la section I du chapitre I du titre II de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Sans objet
4. Autres dispositions
5. Date de la fusion <input type="radio"/> Date de la signature par le ministre <input type="radio"/> Date de prise d'effet
Réservé au Ministère
Coopérative issue d'une fusion
Prénom et nom de famille du directeur autorisé
<hr style="width: 60%; margin: 0 auto;"/>
Signature
<div style="border-top: 1px solid black; width: 100%; height: 10px; margin-bottom: 2px;"></div> Date (AAAA MM JJ)

**Formulaire 18.1**

Avis du domicile de la coopérative devant accompagner les statuts de fusion entre une coopérative et une société régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

Avis du domicile de la coopérative		
Avis est donné au ministre que la coopérative qui sera issue de la fusion sera domiciliée à l'adresse suivante :		
Adresse		
Municipalité	Province	Code postal

**Formulaire 19**

Attestation d'un administrateur d'une coopérative devant accompagner la requête et les statuts de fusion entre une coopérative et une société par actions régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la coopérative fusionnante)

atteste que la résolution visée à l'article 173 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) a été validement adoptée à une réunion du conseil d'administration régulièrement convoquée et tenue le et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête demandant la fusion.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la fusion ne peut être celle qui signe la présente attestation.



Formulaire 20

Attestation d'un administrateur d'une société par actions devant accompagner la requête et les statuts de fusion entre une coopérative et une société par actions régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1)

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la société par actions fusionnante)

, atteste :

1^o que toutes les actions du capital-actions de cette société sont détenues par

(nom de la coopérative fusionnante)

; 2^o que la résolution visée à l'article 173 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) a été validement adoptée à une réunion du

conseil d'administration régulièrement convoquée et tenue le et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête demandant la fusion.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la fusion ne peut être celle qui signe la présente attestation.



Formulaire 22

Statuts de fusion entre une coopérative et une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)

Statuts
1. Nom de la coopérative issue de la fusion
2. Objet
3. Indiquer, le cas échéant, si la coopérative choisit d'être régie par la section I du chapitre I du titre II de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67,2) <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Sans objet
4. Autres dispositions
5. Date de la fusion <input type="radio"/> Date de la signature par le ministre <input type="radio"/> Date de prise d'effet
Réservé au Ministère
Coopérative issue d'une fusion
Prénom et nom de famille du directeur autorisé
<hr style="width: 60%; margin: 0 auto;"/>
Signature
<div style="border-top: 1px solid black; width: 100px; display: inline-block;"></div> Date (AAAA MM JJ)

Formulaire 23

Requête devant accompagner les statuts de fusion
entre une coopérative et une personne morale régie par
la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)

Requête	
Considérant que	
(nom de la coopérative fusionnante)	<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)
est régie par la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2);	
et que	
(nom de la personne morale fusionnante)	<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)
est régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38);	
Considérant que la coopérative fusionnante et la personne morale fusionnante ont, conformément à l'article 155 de la Loi sur les coopératives, conclu une convention de fusion dont copie est jointe;	
Considérant que la coopérative fusionnante et la personne morale fusionnante ont chacune, à une assemblée extraordinaire régulièrement convoquée et tenue par le conseil d'administration, valablement adopté un règlement pour approuver cette convention et autoriser respectivement chacun de nous à signer la requête demandant la fusion;	
Nous soussignés, administrateurs dûment autorisés, demandons au ministre d'autoriser la fusion.	
<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> (nom de la coopérative fusionnante)	
<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Prénom et nom de famille du signataire autorisé	
<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Signature	<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Date (AAAA MM JJ)
<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> (nom de la personne morale fusionnante)	
<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Prénom et nom de famille du signataire autorisé	
<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Signature	<div style="border-bottom: 1px solid black; width: 100%;"></div> Date (AAAA MM JJ)

**Formulaire 23.1**

Avis du domicile de la coopérative devant accompagner les statuts de fusion entre une coopérative et une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)

Avis du domicile de la coopérative		
Avis est donné au ministre que la coopérative qui sera issue de la fusion sera domiciliée à l'adresse suivante :		
Adresse		
Municipalité	Province	Code postal

**Formulaire 24**

Attestation d'un administrateur d'une coopérative devant accompagner la requête et les statuts de fusion entre une coopérative et une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la coopérative fusionnante)

, atteste que les règlements visés à l'article 156 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) ont été valablement adoptés à une

assemblée extraordinaire régulièrement convoquée et tenue par le conseil d'administration le et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête demandant la fusion.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la fusion ne peut être celle qui signe la présente attestation.

**Formulaire 25**

Attestation d'un administrateur d'une personne morale devant accompagner la requête et les statuts de fusion entre une coopérative et une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38)

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la personne morale fusionnante)

, atteste que les règlements visés à l'article 156 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) ont été valablement adoptés à une assemblée extraordinaire régulièrement convoquée et tenue par le conseil d'administration le et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête demandant la fusion.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la fusion ne peut être celle qui signe la présente attestation.

Coopératives fondatrices		
Coopérative fondatrice		
Nom de la coopérative		
Adresse du domicile de la coopérative		
Municipalité	Province	Code postal

Formulaire 28.1

Avis du nom et du domicile du secrétaire provisoire
et du domicile de la fédération devant accompagner
les statuts de constitution d'une fédération

Avis du nom et du domicile du secrétaire provisoire et du domicile de la fédération		
Avis est donné au ministre :		
1° que la personne désignée pour agir comme secrétaire provisoire est		
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille	
<input type="radio"/> M ^{me}		
Adresse du domicile		
Municipalité	Province	Code postal
2° que la fédération dont la constitution est demandée est domiciliée au		
Adresse du domicile		
Municipalité	Province	Code postal

Formulaire 28.2

Avis du mode et délai de convocation de l'assemblée d'organisation
devant accompagner les statuts de constitution d'une fédération

Avis du mode et du délai de convocation de l'assemblée d'organisation

Avis est donné au ministre que le mode et le délai de convocation de l'assemblée d'organisation de la fédération dont la constitution est demandée sont les suivants :

- mode : _____
(un seul mode)

- délai : _____
(nombre de jours entre l'avis de convocation et la tenue de l'assemblée)

Formulaire 29

Attestation devant accompagner la requête
et les statuts de constitution d'une fédération

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la coopérative fondatrice)

, atteste que l'adhésion de cette coopérative à

(nom de la fédération en formation)

a été validement autorisée par une résolution du conseil d'administration ou de l'assemblée générale, conformément à l'article 229 de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) et que

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé à signer la requête demandant la constitution de cette fédération au nom de la coopérative.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la constitution de cette fédération ne peut être celle qui signe la présente attestation.

**Formulaire 31**

Requête devant accompagner les statuts de continuation d'une société régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1) en coopérative

Requête	
Je soussigné, administrateur ou dirigeant dûment autorisé de	
(nom de la société par actions)	<input type="text"/>
, demande au ministre la continuation de cette société en coopérative.	
Prénom et nom de famille du signataire	
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Signature	Date (AAAA MM JJ)

**Formulaire 31.1**

Avis du domicile de la coopérative devant accompagner les statuts de continuation d'une société régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1) en coopérative

Avis du domicile de la coopérative		
Avis est donné au ministre que la coopérative qui sera issue de la continuation sera domiciliée au		
Adresse		
Municipalité	Province	Code postal

**Formulaire 31.2**

Liste des administrateurs de la coopérative issue de la continuation devant accompagner les statuts de continuation d'une société régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1) en coopérative

Administrateurs de la coopérative issue de la continuation		
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille	
<input type="radio"/> M ^{me}		
Adresse du domicile		
Municipalité	Province	Code postal

**Formulaire 32**

Attestation d'un administrateur ou d'un dirigeant d'une société par actions devant accompagner la requête et les statuts de continuation d'une société régie par la Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, chapitre S-31.1) en coopérative

Attestation

Je soussigné, administrateur ou dirigeant de

(nom de la société par actions)

, atteste que les actionnaires de la société ont autorisé sa continuation en coopérative par résolution spéciale validement adoptée à une assemblée des actionnaires régulièrement convoquée et tenue le , et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur ou dirigeant, a été autorisé(e) à signer la requête de continuation.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la continuation ne peut être celle qui signe la présente attestation.

Formulaire 33

Statuts de continuation d'une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) en coopérative

Statuts
1. Nom de la coopérative issue de la continuation
2. Objet
3. Indiquer, le cas échéant, si la coopérative choisit d'être régie par la section I du chapitre I du titre II de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Sans objet
4. Autres dispositions
5. Date de la continuation <input type="radio"/> Date de la signature par le ministre <input type="radio"/> Date de prise d'effet
Réservé au Ministère
Personne morale à but non lucratif continuée en coopérative
Prénom et nom de famille du directeur autorisé
_____ Signature
_____ Date (AAAA MM JJ)

**Formulaire 34**

Requête devant accompagner les statuts de continuation d'une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) en coopérative

Requête	
Je soussigné, administrateur dûment autorisé de	
(nom de la personne morale)	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)
, demande au ministre la continuation de cette personne morale en coopérative.	
Prénom et nom de famille du signataire	
Signature	Date (AAAA MM JJ)

**Formulaire 34.1**

Avis du domicile de la coopérative devant accompagner les statuts de continuation d'une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) en coopérative

Avis du domicile de la coopérative		
Avis est donné au ministre que la coopérative qui sera issue de la continuation sera domiciliée au		
Adresse		
Municipalité	Province	Code postal

**Formulaire 34.2**

Liste des administrateurs de la coopérative issue de la continuation devant accompagner les statuts de continuation d'une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) en coopérative

Administrateurs de la coopérative issue de la continuation			
<input type="radio"/> M	Prénom et nom de famille		
<input type="radio"/> M ^{me}			
Adresse du domicile			
Municipalité		Province	Code postal

**Formulaire 35**

Attestation d'un administrateur d'une personne morale devant accompagner la requête et les statuts de continuation d'une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, chapitre C-38) en coopérative

Attestation

Je soussigné, administrateur de

(nom de la personne morale)

atteste que les règlements visés à l'article 269.1.1 de la Loi sur les coopératives ont été validement adoptés à une réunion du conseil d'administration régulièrement convoquée et tenue le , et que
Date (AAAA MM JJ)

(prénom et nom de famille)

, administrateur, a été autorisé(e) à signer la requête de continuation et que le règlement approuvant le projet de continuation a été ratifié aux deux tiers des voix exprimées par les membres présents à une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin, conformément à l'article 269.1.2 de la Loi sur les coopératives.

Prénom et nom de famille du signataire*

Signature

Date (AAAA MM JJ)

*Note : La personne autorisée à signer la requête demandant la continuation ne peut être celle qui signe la présente attestation.



Formulaire rapport annuel Coopérative

Informations statistiques et administratives

Le conseil d'administration d'une coopérative constituée en vertu de la Loi sur les coopératives (RLRQ, chapitre C-67.2) doit chaque année, dans les 30 jours qui suivent l'assemblée annuelle, transmettre au Ministère une copie de son rapport annuel (article 134).

Le rapport annuel doit contenir les renseignements visés dans la Loi sur les coopératives et ceux exigés en vertu du Règlement d'application de la Loi sur les coopératives.

Veillez retourner le formulaire original rempli et les états financiers :

Par la poste : Ministère de l'Économie et de l'Innovation
 Direction de l'entrepreneuriat collectif
 710, place D'Youville, 7^e étage
 Québec (Québec) G1R 4Y4

Par télécopieur : 418 646-6145

Par courriel : dir.coop@economie.gouv.qc.ca

Pour joindre la Direction de l'entrepreneuriat collectif

Par téléphone : 418 691-5978

1 866 680-1884 (sans frais)

Section 1 – Renseignements sur l'entreprise			
Numéro d'entreprise (NEQ)		Numéro de dossier COOP	
Nom légal de l'entreprise			
Adresse du domicile au Registraire des entreprises du Québec (REQ)			
Municipalité		Province Québec	Code postal _ _ _ _ _ _ _
			Pays Canada
Adresse de correspondance, si elle est différente			
Municipalité		Province Québec	Code postal _ _ _ _ _ _ _
			Pays Canada
Téléphone		Courriel général de l'entreprise	
Poste			
Date de fin de l'exercice financier (AAAA MM JJ) : _ _ _ _ _ _ _ _		Date de l'assemblée générale annuelle (AAAA MM JJ) : _ _ _ _ _ _ _ _	
Fédérations ou des confédérations auxquelles l'entreprise est affiliée			
Est-ce que la coopérative est membre d'une fédération ou d'une confédération? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non			
Nom de la fédération ou de la confédération			Membre

Représentant autorisé à remplir le formulaire			
<input type="radio"/> M.	Prénom	Nom	Fonction
<input type="radio"/> M ^{me}			
Téléphone	Poste	Courriel	

Section 2 – Administrateurs et dirigeants			
<input type="radio"/> M.	Prénom	Nom	Fonction
<input type="radio"/> M ^{me}			

Section 3 – Informations financières	
Bilan – Actif	Montant (\$)
Placements à long terme	
Immobilisations nettes	
Total de l'actif	
Bilan – Passif et avoir	Montant (\$)
Total du passif	
Parts sociales	
Parts privilégiées	
Trop-perçus de l'exercice	
Réserves et autres avoirs	
Total du passif et de l'avoir	
États des résultats	Montant (\$)
Chiffre d'affaires et autres revenus	
Ristournes attribuées aux membres	
États financiers	
Type de vérificateur	
Est-ce que les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Est-ce que les états financiers ont été présentés lors de l'assemblée générale annuelle?	
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	

Section 4 – Informations diverses
Sociétariat
La coopérative est-elle une coopérative de solidarité?
<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non

Pour toutes les catégories de coopératives sauf les coopératives de solidarité		
Nombre de membres réguliers	Nombre de membres auxiliaires	Nombre de membres associés
Pour les coopératives de solidarité		
Nombre de membres travailleurs réguliers		Nombre de membres travailleurs auxiliaires
Nombre de membres utilisateurs consommateurs réguliers		Nombre de membres utilisateurs consommateurs auxiliaires
Nombre de membres utilisateurs producteurs réguliers		Nombre de membres utilisateurs producteurs auxiliaires
Nombre de membres de soutien		
Emplois		
Nombre d'emplois		
Spécificités concernant les coopératives d'habitation		
La coopérative est-elle une coopérative d'habitation? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
Nombre de logement		
Pour les coopératives ayant un ou des immeubles construits, acquis, restaurés ou rénovés dans le cadre d'un programme d'aide à l'habitation		
Est-ce que la coopérative a vendu un ou des immeubles au cours de l'exercice financier? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
Y a-t-il eu modification de l'affectation de ou des immeubles au cours de l'exercice financier? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
Année de la dernière inspection		
Le rapport d'inspection a-t-il été présenté à l'assemblée des membres? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
Est-ce qu'une planification quinquennale a été réalisée à la suite de la dernière inspection? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
Est-ce que des travaux d'entretien et de préservation ont été réalisés au cours de l'exercice financier <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non		
Type d'états financiers		
Si le type d'états financiers est autres, précisez :		
Note : les états financiers doivent être annexés au présent formulaire.		

Section 4 – Déclaration

J'atteste être mandaté par la coopérative pour remplir le présent formulaire. Je certifie que tous les renseignements fournis sont exacts et complets et qu'ils correspondent à ceux inscrits dans les livres et registres de la coopérative ou de la fédération.

Prénom et nom du représentant

Fonction

Signature

Date (AAAA MM JJ)

Abonnement à notre service en ligne

L'abonnement à notre service en ligne facilitera la production de votre rapport annuel, car plusieurs informations y seront déjà inscrites, telles que l'adresse de la coopérative, les renseignements sur le représentant autorisé et le numéro d'entreprise du Québec (NEQ). Il vous permettra également de gagner du temps lors de la production des états financiers grâce à des outils automatisés.

Pour accéder au portail client, une coopérative doit posséder un compte clicSÉQUR – Entreprises et être inscrite aux services offerts par le ministère de l'Économie et de l'Innovation.

Notez que les personnes ou organismes autorisés qui bénéficient actuellement d'un compte clicSÉQUR – Entreprises pourront accéder au formulaire sans avoir à créer un nouvel identifiant. Les coopératives ne disposant pas d'un tel compte devront en créer un à partir du lien suivant : www.info.clicsecur.gouv.qc.ca/entreprises.html.

76563